

Sophie MOREIL

Professeur de droit privé

Courriel : sophie.moreil@univ-littoral.fr



Docteur en droit privé, Université Panthéon-Assas, Paris 2 (**Thèse de doctorat** : *Les obligations nées du contrat d'entreprise*, Prix de thèse de l'université de Panthéon-Assas, Paris 2 (2009))

Responsabilités actuelles

- Directrice du Laboratoire de recherche juridique.
- Elue au Conseil de Département, Université du Littoral Côte d'Opale
- Elue à la Commission formation vie étudiante, Université du Littoral Côte d'Opale
- Membre de la Commission de discipline, Université du Littoral Côte d'Opale

Enseignements

- Droit des contrats spéciaux, 3e année de licence en droit
- Droit des sociétés, 3e année de licence en droit
- Droit des instruments de paiement et de crédit, 1ère année de master
- Droit bancaire, 1ère année de master
- Contrats du commerce électronique, 2e année de master
- Initiation à la recherche, 2e année de master
- Initiation à la pratique professionnelle, 2^e année de master
- Droit du financement, 1^{ère} année de master

Thèmes de recherche

- Droit des contrats spéciaux
- Droit des obligations
- Droit bancaire
- Droit des instruments de paiement et de crédit
- Economie collaborative
- Economie sociale et solidaire
- Intelligence artificielle

LISTE CLASSEE DES PUBLICATIONS

I - Droit des affaires :

a. Ouvrages :

1. Dekeuwer-Défossez (F.), Moreil (S.), Droit bancaire, Dalloz, Mémento, 10e éd., 2010, 198p.
2. Dekeuwer-Défossez (F.), Moreil (S.), Droit bancaire, Dalloz, Mémento, 11e éd., 2016, 228p.
3. Dekeuwer-Défossez (F.), Moreil (S.), Droit bancaire, Dalloz, Mémento, 12e éd., 2022, 240p.
4. Dekeuwer-Défossez (F.), Moreil (S.), Droit bancaire, Dalloz, Mémento, 13e éd., en cours.

b. Etudes :

Personnelles :

1. « Droit bancaire et Droit de la famille », *Mélanges en l'honneur de Françoise Dekeuwer-Défossez*, Editions Lextenso, 2012, p. 517-535
2. « La directive DME 2 enfin transposée », *Recueil Dalloz*. 2013. p. 1150-1157

Co-écrite :

3. « La cobertura institucional de la economía social y solidaria en Argentina y su comparación con la experiencia institucional de Francia. Entre fundamentos similares y procesos diferentes », *in Actes du quatrième congrès du Gran Chaco Americano*, 4-6 oct. 2023, Santiago de Estero (Argentine), rédigée en espagnol avec Agustin TORRES, 2025, 1980-2013.

c. Notes d'arrêt :

1. « Arnaque au faux conseiller bancaire : durcissement confirmé », note ss. Cass. com. 4 mars 2026, *JCP E*. 2026. 1228.
2. « À propos de la date de création du chèque de garantie », note ss. 4 févr. 2026, *JCP E*. 2026. 1188.
3. « Fraudes aux virements : beaucoup de bruit pour rien », note ss. Cass. com. 12 juin 2025 (3 arrêts), *JCP E* 2025. 1331.
4. « Fraude au virement : pas de remboursement en dehors des prévisions du Code monétaire et financier », note ss. Cass. com., 15 janv. 2025 (2 arrêts), *JCP E* 2025. 1103.
5. « Le droit des procédures collectives prévaut sur les impératifs de protection des ressources halieutiques », *ou l'affirmation de la nullité d'une cession de créances professionnelle effectuée en application d'un accord antérieur à la date de la cessation des paiements*, note ss. Com. 19 mai 2015 : *JCP E* 2015. 1504.
6. « La convention européenne des droits de l'homme au secours des créanciers étrangers », note ss. Com. 30 juin 2009 : *Recueil Dalloz*. 2009. 2591-2595.

d. Chroniques :

1. « Le maintien de la réciprocité des créances après la cession de l'une d'elles par bordereau Dailly », note ss. Cass. com. 5 novembre 2013, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 16-17.
2. « Nouvelle application du principe « qui paie mal paie deux fois » en matière de cession de créances professionnelles », note ss. Cass. com. 17 décembre 2013, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 17-18.

3. « Un pas de plus vers l'autonomie de l'aval », note ss. Cass. 1^{ère} civ., 19 décembre 2013, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 18-19
4. « Le porte-fort d'exécution au secours du porteur d'un effet de commerce irrégulier », note ss. CA Paris, P5, ch. 6, 9 janvier 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 75 à 77, des 16-18 mars 2014, p. 19-20
5. « La présomption de provision de l'article L. 511-7, alinéa 4 du Code de commerce est applicable au donneur d'aval », note ss. Cass. com., 1^{er} avril 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 21
6. « Le maintien des clauses du contrat de crédit-bail malgré l'ouverture d'une liquidation judiciaire contre le crédit-preneur », note ss. Cass. com., 18 mars 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 23-24
7. « Les conséquences d'un défaut de publicité d'un contrat de crédit-bail », note ss. Cass. com., 29 avril 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 24-25
8. « Rupture des concours bancaires, où la dispense de préavis ne dispense pas de la notification », note ss. Cass. com., 18 mars 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 25-26
9. « Gage sur stock : la résistance de la cour d'appel de Paris », note ss. CA Paris, P. 5, ch. 9, 27 févr. 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 203, du 22 juillet 2014, p. 26-27
10. « Le refus de renouveler un billet à ordre peut constituer une rupture abusive de crédit », note ss. CA Reims, ch. civ., sect. 1, 16 sept. 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 301, du 28 octobre 2014, p. 21-23
11. « L'efficacité de la publicité, même erronée, du crédit-bail », note ss. Cass. com., 8 juill. 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 301, du 28 octobre 2014, p. 23-24
12. « Le rappel du caractère discrétionnaire de la rupture d'un crédit ou d'une convention de compte courant », note ss. Cass. com., 23 sept. 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 301, du 28 octobre 2014, p. 24-25
13. « Des précisions en matière de location financière », note ss. Cass. com., 4 nov. 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 76, du 17 mars 2015, p. 22-23
14. « Cession de créances professionnelles : le cédant privé du droit d'agir en recouvrement de la créance cédée », note ss. Cass. com., 18 nov. 2014, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 76, du 17 mars 2015, p. 23-24
15. « L'absence d'obligation de conseil de l'établissement de crédit confirmée », note ss. Cass. com., 13 janv. 2015, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 76, du 17 mars 2015, p. 24-25
16. « La lettre de change relevé magnétique n'est pas une lettre de change », note ss. Cass. com., 2 juin 2015, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 216, du 4 août 2015, p. 17-18
17. « Des conséquences du caractère accessoire de l'aval sur les recours du porteur impayé », note ss. Cass. com., 19 mai 2015, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 216, du 4 août 2015, p. 18-19
18. « Des rappels sur la rupture des concours consentis à durée déterminée », note ss. Cass. com., 24 mars 2015, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* n° 216, du 4 août 2015, p. 19-20
19. « L'aval d'un effet de commerce irrégulier ne vaut pas promesse de porte-fort », note ss. Cass.

com., 8 sept. 2015, n° 14-14208, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 10 nov. 2015 n° 314, p. 23-24

20. « Des précisions quant au régime de la cession de créances professionnelles à titre de garantie », note ss. Cass. com., 30 juin 2015, n° 14-13784, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 10 nov. 2015 n° 314, p. 27-29
21. « Cession Dailly : pas d'acceptation avant la réalisation de la cession », note ss Cass. com., 3 nov. 2015, n° 14-14373, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 68-69
22. « L'affirmation de la possibilité de constituer un warrant agricole sur une récolte future », note ss Cass. 1^{ère} civ., 12 nov. 2015, n° 14-23106, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 69-70
23. « L'élargissement du domaine de l'article L.650-1 du Code de commerce aux concours consentis pour la création ou l'acquisition d'une entreprise », note ss Cass. com., 3 nov. 2015, n° 14-10274, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 70-71
24. « L'application automatique du taux d'intérêt conventionnel en cas d'erreur de calcul du TEG n'est pas contraire à la CESDH », note ss Cass. com., 12 janv. 2016, n° 14-15203, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 8 mars 2016, n° 10, p. 71-73
25. « Le banquier du tireur n'est pas nécessairement un porteur de mauvaise foi », note ss Cass. com., 1^{er} mars 2016, n° 14-25025, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 7 juin 2016, n° 21, p. 65-67
26. « Cession Dailly : le cessionnaire dispensé d'avoir à solliciter vainement le cédé avant d'agir en garantie contre la caution du cédant », note ss Cass. com., 22 mars 2016, n° 14-24755, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 7 juin 2016, n° 21, p. 67-68
27. « La soumission à l'ancien article L. 313-2 du Code de la consommation des avances consenties dans le cadre d'un contrat d'affacturage », note ss Cass. 1^{ère} civ., 17 févr. 2016, n° 15-12782, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 62-63
28. « Responsabilité du banquier dispensateur de crédit : pas d'obligation quant à l'appréciation de la rentabilité de l'opération financée », note ss Cass. com., 3 mai 2016, n° 14-11358, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 64-65
29. « Location financière : à propos de l'indemnité de jouissance due par le locataire qui conserve le bien après la résiliation du contrat », note ss Cass. com., 14 juin 2016, n° 15-12734, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 65-66
30. « Point de départ du délai de prescription de l'action en nullité du contrat de crédit-bail fondée sur l'article L. 313-9 du Code monétaire et financier », note ss Cass. 3^e civ., 13 juill. 2016, n° 15-18924, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 27 sept. 2016, n° 33, p. 66-67
31. « « L'aval donné sur une lettre de change annulée pour vice de forme », note ss Cass. com. 27 sept. 2016, n° 14-22013, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 21 févr. 2017, n° 8, p. 65
32. « Un rappel sur la mauvaise foi du porteur », note ss. Cass. com. 2 nov. 2016, n° 15-12399, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 21 févr. 2017, n° 8, p. 64
33. « De l'efficacité de la clause de retour sans frais », note ss. Cass. com. 2 nov. 2016, n° 15-12399, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 21 févr. 2017, n° 8, p. 63
34. « Cession Dailly : le banquier qui n'a pas notifié la cession ne peut se le voir reprocher par

- la caution », note ss. Cass. com., 2 nov. 2016, n° 15-12491, *in* Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 21 févr. 2017, n° 8, p. 62
35. « Pas de devoir d'information au profit du donneur d'aval », note ss. Cass. com., 20 avr. 2017, n° 15-14812, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 13 juin 2017, n° 22, p. 73-74
36. « Emprunt à plusieurs : appréciation du risque d'endettement au regard des capacités globales des co-emprunteurs », note ss. Cass. com., 4 mai 2017, n° 16-12316, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 13 juin 2017, n° 22, p. 67-68
37. « Validité de la cession Dailly consentie à titre de garantie pendant la période suspecte », note ss. Com., 22 mars 2017, n° 15-15361, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 13 juin 2017, n° 22, p. 66-67
38. « L'action de la caution fondée sur un défaut de mise en garde n'est pas soumise à l'article L. 650-1 du Code de commerce », note ss. Cass. com., 12 juill. 2017, n° 16-10793, « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 70
39. « Location financière : prise en compte de la faute de l'auteur de la disparition de l'ensemble contractuel », note ss. Cass. com., 12 juill. 2017, n° 15-27703, « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 69
40. « TEG dans un prêt professionnel : pas de nullité en cas d'erreur minime », note ss. Cass. com., 18 mai 2017, n° 16-11147, « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 68
41. « La clause prévoyant une indemnité de recouvrement est une clause pénale », note ss. Cass. com., 4 mai 2017, n° 15-19141, « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 66
42. « Cession de créances professionnelles : inopposabilité au cessionnaire des clauses insérées dans le contrat conclu entre le cédant et le débiteur cédé », note ss. Cass. com. 11 oct. 2017, n° 15-18372, « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 4 nov. 2017, n° 39, p. 65
43. « Un rappel sur les conditions du devoir de mise en garde du banquier dispensateur de crédit », note ss. Cass. com. 15 nov. 2017, n° 16-16424, « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 27 févr. 2018, n° 8, p. 62-63
44. « Un rappel quant à la preuve de la volonté d'effectuer une contre-passation », note ss. CA Paris, 5-6, 6 oct. 2017, RG n° 16/03498, « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 27 févr. 2018, n° 8, p. 61-62
45. « La Cour de cassation se prononce sur les emprunts toxiques des collectivités locales », note ss. Cass. com. 28 mars 2018, n° 16-16210, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 12 août 2018, n° 21, p. 61-63
46. « Des précisions sur l'obligation de mise en garde de la banque vis-à-vis des personnes morales », note ss. Cass. com. 11 avril 2018, n° 15-27133, 15-27798, 15-27840 et 15-29442, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.* 12 août 2018, n° 21, p. 63-64
47. « L'absence d'inscription de l'emprunteur au RCS ne suffit pas à établir le caractère non professionnel du prêt qu'il a souscrit », note ss. Cass. 1ère civ. 6 juin 2018, n° 17-16519 et 17-16520, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 333, 23 oct. 2018, p. 65-67
48. « Des précisions sur la preuve de l'irrégularité du taux effectif global », note ss. Cass. com. 4 juill. 2018, n° 17-10349, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 333, 23 oct. 2018, p. 68-69
49. « L'action en responsabilité pour défaut de mise en garde n'est pas soumise à l'article L. 650-1 du Code de commerce », note ss. Cass. com. 20 juin 2018, n° 16-27693, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 333, 23 oct. 2018, p. 67-68

50. « Confirmation du point de départ de l'action en responsabilité de la caution pour défaut de mise en garde », note ss. Cass. com., 21 nov. 2018, n° 17-21025, *in Gaz. Pal.*, n° 7, 19 févr. 2019, p. 60
51. « Billet à ordre : la présence de deux dates de souscription équivaut à une absence de date », note ss. Cass. com., 3 oct. 2018, no 17-20525, *in Gaz. Pal.*, n° 7, 19 févr. 2019, p. 59
52. « La sanction du non-respect, par l'établissement de crédit, de l'obligation d'information annuelle de la caution », note ss. Cass. com., 6 mars 2019, n° 17-21571, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 21, 11 juin 2019, p. 66
53. « Du tribunal compétent pour connaître de l'action en remboursement d'un prêt consenti à un débiteur en liquidation judiciaire », note ss. Cass. com., 3 avr. 2019, n° 18-10469, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 21, 11 juin 2019, p. 62
54. « Un rappel concernant le point de départ du délai de prescription des actions intentées contre l'établissement de crédit prêteur de deniers », note ss. Cass. com. 9 juill. 2019, n° 17-28792, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 60, 22 oct. 2019, p. 60
55. « Cession de créances professionnelles : pas de transmission de l'action directe de l'article L. 132-8 du Code de commerce », note ss. Cass. com. 29 mai 2019, no 17-24845, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 60, 22 oct. 2019, p. 58
56. « Le cessionnaire Dailly ne peut pas défendre à une action en résolution du contrat de vente à l'origine de la créance qui lui a été cédée », note ss. Cass. com. 15 mai 2019, no 17-27686, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 60, 22 oct. 2019, p. 59
57. « Application des règles relatives au TEG à un accord conclu par une collectivité locale », note ss. Cass. 1^{re} civ., 11 déc. 2019, n° 18-14191, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 8, 25 févr. 2020, p. 63
58. « Rupture de crédit : la faute de la banque ne la prive pas de son droit de rompre ses concours sans préavis », note ss. Cass. com., 11 sept. 2019, n° 17-26594, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 8, 25 févr. 2020, p. 62-63
59. « Un crédit interentreprises peut constituer un acte de concurrence déloyale », note ss. Cass., com., 15 janv. 2020, n° 17-27778, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 21, 9 juin 2020, p. 59-60
60. « Le tribunal de commerce de Nanterre prend position sur la nature du prêt de bitcoins », note ss. T. com. Nanterre, 6^e ch., 26 févr. 2020, n° 2018F00466, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 21, 9 juin 2020, p. 61-62
61. « Retour sur la notion de fraude de nature à ouvrir l'action en responsabilité de l'auteur d'un soutien abusif », note ss. Cass. Com., 8 janv. 2020, n° 18-21452, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, du 20 oct. 2020, p. 66-67
62. « Le co-emprunteur d'un professionnel n'est pas un consommateur », note ss. Cass. 1^{ère} civ., 20 mai 2020, n° 19-13461, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, du 20 oct. 2020, p. 67-68
63. « La contestation relative au TEG ne relève pas de la compétence du tribunal de la procédure collective de l'emprunteur », note ss. Cass. Com. 1^{er} juill. 2020, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, du 20 oct. 2020, p. 69-70
64. « Précisions sur l'étendue de la garantie en cas de cautionnement d'une ouverture de crédit en compte courant », note ss. Cass. Com. 25 nov. 2020, n° 19-14768, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 5, 2 févr. 2021, p. 63
65. « Rappel quant aux effets de la cession de créances professionnelles à titre de garantie », note ss. Cass. com., 9 déc. 2020, n° 19-13014, *in* *Droit bancaire – Chronique de jurisprudence*, *Gaz. Pal.*, n° 5, 2 févr. 2021, p. 61

66. « De la portée des restrictions apportées à un aval consenti par une société civile », Cass. Com. 24 mars 2021, n° 19-18.614, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 21, du 8 juin 2021, pp. 62-63
67. « Exception de jeu : application aux chèques de casino et au-delà », note ss. Cass. Civ. 1^{ère}, 8 avril 2021, n° 19-20.644, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 21, du 8 juin 2021, pp. 57-58
68. « Pour cesser d'être considéré comme débiteur, un compte doit redevenir créiteur durant 24 heures », note ss. Cass. Com. 3 février 2021, n° 18-25.995, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 21 du 8 juin 2021, p. 55
69. « À propos du paiement de la lettre de change égarée », note ss. Cass. com, 16 juin 2021, n° 19-20.175, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, 19 oct. 2021, pp. 62-63
70. « Hameçonnage : retour de la preuve de la négligence grave », note ss. Cass. Com. 2 juin 2021, n° 19-19.577, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, 19 oct. 2021, pp. 57-59
71. « Retour sur l'opposabilité des virements ordonnés par une entreprise en liquidation judiciaire », note ss. Cass. Com., 30 juin 2021, n° 20-18.759, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, 19 oct. 2021, pp. 56-57
72. « Des limites du cautionnement simultané donné par deux conjoints communs en biens », note ss. Cass. com., 29 sept. 2021, n° 20-14213, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 4, 8 févr. 2022, p. 51
73. « Une commune n'est pas un non-professionnel », note ss. Cass. com., 4 nov. 2021, n° 20-11099, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 4, 8 févr. 2022, p. 49
74. « Retour sur la date de réalisation d'un virement », note ss. Cass. crim., 22 mars 2022, n° 21-82604, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 20, 14 juin 2022, p. 50
75. « Bordereau de cession de créances : indifférence des modalités d'identification des créances cédées », note ss. Cass. com., 25 mai 2022, n° 20-16042, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, 8 nov. 2022, p. 46-47
76. « Des précisions sur les modalités de recouvrement d'une créance de crédit de TVA cédée par bordereau Dailly », note ss. CE, 9e-10e ch. réunies, 22 juill. 2022, no 451251, Sté Monte Paschi Banque, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 36, 8 nov. 2022, p. 47-49
77. « De la possibilité de recourir à un mandataire pour ouvrir et faire fonctionner le compte d'une association foncière urbaine libre », note ss. Cass. com., 30 nov. 2022, no 21-16071, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 4, 2 févr. 2023, p. 42-44
78. « Assouplissement des règles de preuve en présence d'un chèque falsifié », note ss. Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-20031, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 4, 2 févr. 2023, p. 46-47
79. « Pas de délai pour demander les motifs de la rupture d'un concours financier », note ss. Cass. com., 30 nov. 2022, no 21-17703, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, n° 4, 2 févr. 2023, p. 52-54
80. « Confirmation quant à la portée du bordereau de cession de créances professionnelles dépourvu de date », note ss. Cass. com., 15 mars 2023, no 21-24490, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 13 juin 2023, n° GPL450q2, p. 48-49
81. « Précisions sur l'appréciation du caractère non averti d'une personne morale », note ss. Cass. com., 4 janv. 2023, no 15-20117, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 13 juin 2023, n° GPL450q3, p. 49-51

82. « Ordre de paiement falsifié : paiement non autorisé », note ss. Cass. com., 1er juin 2023, nos 21-19289 et 21-21831, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 31 oct. 2023, n° GPL455n4, p. 46-47
83. « Location financière : conditions de prise en compte du dol d'un tiers », note ss. Cass. com., 19 avr. 2023, no 22-11097, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 31 oct. 2023, n° GPL455n6, p. 49-50
84. « Contrat de bière : l'application du principe de proportionnalité à l'engagement de la sous-caution », note ss. Cass. com., 11 mai 2023, no 21-25556, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 31 oct. 2023, n° GPL455n9, p. 50-52
85. « Ne pas demander la restitution du bien objet d'un contrat de crédit-bail constitue une faute du crédit-bailleur », note ss. Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-13823, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 16 janv. 2024, n° GPL458d5, p. 65-67
86. « Hameçonnage : le payeur négligent sauvé par l'absence d'authentification forte », note ss. Cass. com., 30 août 2023, no 22-11707, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 16 janv. 2024, n° GPL458d4, p. 57-58.
87. « Cession Dailly : de la nécessité de produire le bordereau », note ss. Cass. com., 14 févr. 2024, no 22-14784, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 28 mai 2024, n° GPL463s3, p. 50-51.
88. « Location financière : rien de nouveau sous le soleil », note ss. Cass. com., 10 janv. 2024, no 22-20466, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 28 mai 2024, n° GPL463v5, p. 54-55.
89. « De l'opposabilité d'une clause attributive de juridiction à l'affactureur », note ss. Cass. com., 3 juill. 2024, no 23-11414, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 1er oct. 2024, n° GPL468h9, p. 60-61.
90. « Modification de la date de souscription d'un billet à ordre et formalisme cambiaire », note ss. Cass. com., 23 mai 2024, no 22-12736, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 1er oct. 2024, n° GPL468i0, p. 58-59.
91. « Précisions quant au délai de prescription de l'action contre l'avaliste d'un billet à ordre », note ss. Cass. com., 12 juin 2024, no 22-21573, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 1er oct. 2024, n° GPL468i3, p. 59.
92. « Aval d'un billet à ordre : le doute profite au dirigeant de la société souscriptrice », note ss. Cass. com., 23 oct. 2024, no 22-22215, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 7 janv. 2025, n° GPL471s0, p. 51-52.
93. « Crédit-bail : exclusion de l'ancien article L. 313-22 du Code monétaire et financier », note ss. Cass. com. 27 nov. 2024, n° 22-14.250, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 7 janv. 2025, n° GPL471s1, p. 54-55.
94. « Quand la résiliation d'un contrat de maintenance emporte la caducité d'un contrat de crédit-bail », note ss. Cass. com., 5 févr. 2025, n° 23-16749, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 29 avril 2025, n° GPL476l9, p. 54-55.
95. « Des précisions quant à la date d'appréciation de la vocation professionnelle d'un compte courant », note ss. Cass. 1re civ., 18 déc. 2024, n° 23-20785, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 29 avril 2025, n° GPL476l8, p. 58-59.
96. « De l'interdépendance entre un contrat de vente d'une centrale photovoltaïque et le contrat destiné à le financer », note ss. Cass. 1re civ., 12 févr. 2025, n° 23-12705, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 29 avril 2025, n° GPL476m5, p. 59-60.
97. « Chèque : pas de devoir de vigilance avant la remise à l'encaissement », note ss. Cass. com., 5 mars 2025, n° 23-16944, *in* « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 9 sept. 2025, n° GPL481m1, p. 45-46.

98. « Pas de devoir de mise en garde au profit des sous-cautions », note ss. Cass. com., 2 avr. 2025, n° 23-22311, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 9 sept. 2025, n° GPL481m2, p. 58-59.
99. « Affacturage : pas de droit sur le montant de la TVA remboursé à l'adhérent », note ss. Cass. com., 22 oct. 2025, n° 24-19201, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 20 janv. 2026, n° GPL485y6, p. 61-62.
100. « Saisie-attribution par un mineur sur le compte bancaire de son débiteur : report du point de départ du délai de prescription », note ss. Cass. com., 5 févr. 2026, no 23-13473, in « Dossier spécialisé », *Gaz. Pal.* 19 mai 2026, n° GPL490l7, p. 44 – 46.
101. « Aval d'un billet à ordre : le doute profite au dirigeant du souscripteur », note ss. Cass. com. 19 nov. 2025, no 24-20047, in « Droit bancaire – Chronique de jurisprudence », *Gaz. Pal.*, 19 mai 2026, n° GPL490k5, p. 57-58.

e. Fascicules d'encyclopédie

1. J.-Cl. Banque, Crédit et Bourse, Stoufflet (J), « Cession et nantissement par remise d'un bordereau », fasc. n° 570, mis à jour par Moreil (S.), septembre 2017
2. J.-Cl. Banque, Crédit et Bourse, Stoufflet (J), « Cession et nantissement par remise d'un bordereau », fasc. n° 570, actualisation par Moreil (S.), juin 2018
3. J.-Cl. Banque, Crédit et Bourse, Stoufflet (J), « Cession et nantissement par remise d'un bordereau », fasc. n° 570, mis à jour par Moreil (S.), septembre 2023
4. J.-Cl. Banque, Crédit et Bourse, Stoufflet (J), « Cession et nantissement par remise d'un bordereau », fasc. n° 570, mis à jour par Moreil (S.), septembre 2024
5. J.-Cl. Banque, Crédit et Bourse, Stoufflet (J), « Cession et nantissement par remise d'un bordereau », fasc. n° 570, mis à jour par Moreil (S.), septembre 2025
6. J.-Cl. Banque, Crédit et Bourse, Stoufflet (J), « Cession et nantissement par remise d'un bordereau », fasc. n° 570, mis à jour par Moreil (S.), mars 2026

f. Communications à des colloques publiées :

1. « L'ouverture du compte en banque en ligne », in « Quel droit pour la banque en ligne ? », Actes de colloque, Faculté de Droit de Strasbourg, 7-8 décembre 2012, *Banque et Droit*, Hors-Série juin 2013, p. 21-26
2. « Rapport de synthèse », in « Le Droit des affaires à l'épreuve des difficultés économiques. L'exemple de SeaFrance », Actes de colloque, ULCO – Skema Business School, 21 janvier 2014, *RLDA* n° 92, avril 2014, p. 99-101
3. « Le financement participatif », in « L'entreprise de l'économie sociale et solidaire », Actes de colloque, ULCO, 13 février 2015, *Jurisassociations*, juillet 2015
4. « Les médiations maison. L'exemple de la médiation bancaire », in « La médiation au service de l'entreprise », Actes de colloque, ULCO, 12 févr. 2016, in *Cahiers droit de l'entreprise*, n° 3, mai 2016, p. 45-51
5. « Quelle protection pour les clients ? », in « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », in *Cahiers droit de l'entreprise* n° 3, mai-juin 2018, p. 25-29
6. “ La transgression de la norme bancaire”, in *Contournement, évasion, optimisation : les normes en danger?*, acte d'un colloque organisé à l'ULCO, 19 oct. 2018, Institut Universitaire Varenne, Collection Colloques & Essais, juin 2019, p. 61-74
7. « L'instrumentalisation de la responsabilité en droit bancaire », in *La spécialisation de la responsabilité civile*, actes d'un colloque organisé à l'ULCO, 13 nov. 2020, Institut

Universitaire Varennes, Collection Colloques & Essais, juin 2022, p. 43-54

8. « Le contrat à impact social : un outil de performance extra-financière », in actes du Colloque intitulé « Des entreprises écoresponsables dans l'économie circulaire », organisé à Lille les 20 et 21 mai 2021, *RJE*, n° 1, 2022, pp. 49-57
9. « La monnaie électronique, 10 ans après », in *Le renouveau des moyens de paiement*, actes d'un colloque organisé à l'Université Clermont Auvergne, 19 octobre 2024, Banque et Droit, H-S., 2026, p. 10-15.
10. « L'ubérisation des produits psychotropes », in *Les psychotropes et le droit*, actes d'un colloque organisé à l'ULCO, 24-25 octobre 2024, Mare et Martin, 2025, p. 111-123.
11. « Le cyclotourisme, aspects de droit privé », in « *Tourisme et Itinérances* », actes d'un colloque organisé, Boulogne-sur-Mer, 10-12 décembre 2024, en cours de publication.

g. Communication à des colloques non publiées

En langue française :

1. « L'obligation d'information des plateformes d'intermédiation », in *L'activité des plateformes*, actes d'un colloque organisé à l'ULCO en partenariat avec l'Université Picardie Jules Vernes, 18 juin 2021.
1. « Intelligence artificielle et contrat », intervention au sein d'une conférence organisé par les éditions LexisNexis et l'Association française des juristes d'entreprise (AFJE), Paris, 23 avril 2024
2. « Intelligence artificielle générative et contrat – Quels impacts en matière de propriété intellectuelle ? », intervention au sein d'un webinar organisé par les éditions LexisNexis et l'AFJE, 2 juillet 2024
3. « Intelligence artificielle générative et contrat – Contractualiser le recours à un système d'IA générative », intervention au sein d'une conférence organisé par les éditions LexisNexis et l'AFJE, Lille, 23 janvier 2025

En langue étrangère :

1. “El derecho concursal francés – El desarrollo de soluciones preventivas”, Conférence dispensée en espagnol auprès d'une trentaine d'étudiants et des enseignants-chercheurs de l'établissement d'accueil, Universidad de Huelva, 25-26 avril 2018
Conférence réalisée à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus-enseignant obtenue pour développement des liens entre le Département Droit de l'ULCO, le Laboratoire de recherche juridique et les chercheurs de l'Université de Huelva.
2. « Las plataformas de la economía colaborativa, temas jurídicos actuales », Conférence dispensée en espagnol devant des étudiants en premier cycle ainsi que des enseignants-chercheurs de l'université d'accueil, Universidad de Huelva, 3 mai 2022.
Conférence réalisée à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus-enseignant obtenue pour développement des liens entre le Laboratoire de recherche juridique et les chercheurs de l'Université de Huelva.
3. « Sharing economy platforms - current legal issues », Conférence en anglais, Universidad de Huelva, 4 mai 2022.
Conférence réalisée devant des étudiants Erasmus à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus-enseignant obtenue pour développement des liens entre le Laboratoire de recherche juridique et les chercheurs de l'Université de Huelva.
4. « Las plataformas de la economía colaborativa, temas jurídicos actuales », 12 mai 2023.
Intervention réalisée en espagnol dans le cadre de la 2e conférence organisée par le LARJ de

l'ULCO et l'IRES (Argentine), intitulée « Développement de l'économie numérique : défis juridiques » (« *Desarrollo de la economia digital : desafios juridicos* »).

5. « la regulación de la inteligencia artificial », Conférence dispensée en espagnol auprès d'étudiants de niveau Licence et d'enseignants-chercheurs de l'établissement d'accueil, Universidad de Huelva, 27-29 avril 2026.

Série de conférences réalisées à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus-enseignant obtenue pour développement les liens entre le Département Droit de l'ULCO, le Laboratoire de recherche juridique et les chercheurs de l'Université de Huelva.

h. Autre

1. « Introduction », in « Economie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », in *Cahiers droit de l'entreprise*, n° 3, mai-juin 2017, dossier 10
2. « Introduction », rédigée en collaboration avec Marie Blanchard, in « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », in *Cahiers droit de l'entreprise* n° 3, mai-juin 2018, p. 19,
3. « Introduction », in « Economie collaborative : alternative au capitalisme ou ubérisation de l'économie ? », in *Cahiers droit de l'entreprise*, n° 3, mai-juin 2017, dossier 10
4. « Introduction », in « L'intelligence artificielle dans l'entreprise », Actes du colloque organisé le 2 février 2026 à Boulogne-sur-Mer, à paraître aux *Cahiers droit de l'entreprise*.

II - Droit civil :

i. Ouvrages :

1. *Les obligations nées du contrat d'entreprise*, ss. dir. L. Leveneur, 2009, 1055 p. (*Autorisation de publication aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille*)

j. Etudes :

1. « Antennes-relais : que reste-t-il au juge judiciaire ? » : *D.* 2012. 2978-2985
2. « Le traitement des antennes relais par le droit des biens », in A. Dumery (ss. dir.), *Les antennes relais*, Actes du colloque organisé le 28 janvier 2011 à la Faculté Libre de Droit Campus Paris, éd. L'Harmattan, Coll. Droit, société et risques, nov. 2013, p. 157-176
3. « L'intelligence artificielle et le contrat-du mythe à la réalité », in *CCC.*, août 2020, p. 7-11
4. « Localisation et contrats électronique », in *La localisation des relations juridiques digitalisées*, dossier à la *Revue Lamy Droit de l'immatériel* n° 194, juill. 2022, p. 49-52
5. « Avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux : Le contrat d'entreprise – Présentation générale », *Blog Dalloz actualité*, 11 oct. 2022, 27 559 signes
6. « Avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux : Le contenu du contrat d'entreprise », *Blog Dalloz actualité*, 14 novembre 2022, 32 242 signes
7. « Le contrat de covoiturage », in H. Boucard et L. Andreu (ss. dir.), *Les contrats à la marge*, vol. 2, à paraître.
8. « La responsabilisation de l'utilisateur », in *La contractualisation d'un projet immobilier dans l'économie de la fonctionnalité*, Rapport final rédigé dans le cadre de CONTRAVENIR, un projet financé par la Région Hauts-de-France, à paraître

k. **Notes d'arrêt :**

1. « La 'décontractualisation' de l'obligation d'information au service de l'indemnisation du risque médical », note ss. Civ. 1^{ère}, 12 juin 2012 : *LPA n° 167-168 des 21-22 août 2012*, p. 8-14
2. « Devoir d'information du médecin, une solution de compromis », note ss. Civ. 1^{ère}, 23 janv. 2014, 12-22123, *LPA*, n° 138, du 11 juillet 2014, p. 6-13
3. « La SCI promoteur immobilier, un éphémère non-professionnel », note ss. Civ. 3e, 4 févr. 2016, n° 14-29347, *LPA*, n° 133, 5 juill. 2016, p. 17-23

l. **Chroniques :**

1. « La SNCF responsable de la perte de bagages non enregistrés », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 19 juin 2013, in « chronique de Droit du tourisme », *LPA* n° 145, 22 juillet 2014
2. « La date de départ, élément nécessairement essentiel du voyage à forfait », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 20 mars 2014, in « chronique de Droit du tourisme », *LPA* n° 160, du 12 août 2015, p. 15-17
3. « Une augmentation du prix de plus de 12% peut constituer une augmentation significative du prix du forfait touristique », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 10 septembre 2015, in « chronique de Droit du tourisme », *LPA*, n° 200, du 6 oct. 2016, p. 12-13
4. « Des limites de l'obligation d'information de la compagnie aérienne », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 10 septembre 2015, in « chronique de Droit du tourisme », *LPA*, n° 201, du 7 oct. 2016, p. 6-8
5. « L'application de la responsabilité de plein droit de l'article L. 211-16 du code du tourisme à l'organisateur d'une croisière », obs. ss. Civ. 1^{ère}, 9 décembre 2015, in « chronique de Droit du tourisme », *LPA*, n° 201, du 7 oct. 2016, p. 9-11
6. « Voyage à forfait : l'obligation d'information du voyageur porte aussi sur le nombre de personnes autorisées à conduire le véhicule loué dans le cadre du forfait », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 22 sept. 2016, « Chronique de Droit du tourisme », *LPA* 14 nov. 2017, n° 227, p. 25-26
7. « Pas de responsabilité pour violation de l'obligation contractuelle de sécurité de l'agence de voyages au profit des victimes par ricochet », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 28 sept. 2016, « Chronique de Droit du tourisme », *LPA*, 16 nov. 2017, n° 229, p. 8-10
8. « Des précisions sur l'étendue de l'obligation de sécurité de l'hôtelier », obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 17 févr. 2016, « Chronique de Droit du tourisme », *LPA*, 15 nov. 2017, n° 228, p. 14-15
9. « La faute du voyageur ferroviaire partiellement exonératoire », obs. ss. Cass. 2^e civ., 3 mars 2016, « Chronique de Droit du tourisme », *LPA*, 14 nov. 2017, n° 227, p. 27-29
10. « L'obligation de ponctualité de la SNCF est une obligation de résultat », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 14 janv. 2016, « Chronique de Droit du tourisme », *LPA*, 14 nov. 2017, n° 227, p. 26-27
11. « la responsabilité de plein droit des agences de voyages réservée aux prestataires rémunérées », obs. ss. Cass. 1^{ère} civ., 29 juin 2016, « Chronique de Droit du tourisme », *LPA*, 14 nov. 2017, n° 227, p. 24-25
12. « L'organisateur bénévole n'est pas un vendeur de voyage à forfait », note ss. Cass. 1^{ère} civ., 22 juin 2017, n° 16-14035, in « Chronique de droit du tourisme », *LPA*, n° 37, 20 févr. 2019, p. 7-8
13. « Un comité d'entreprise peut être qualifié de professionnel du tourisme », note ss. Cass. 1^{ère} civ., 29 mars 2017, n° 15-26766, in « Chronique de droit du tourisme », *LPA*, n° 37, 20 févr. 2019, p. 8-10
14. « Transposition de la directive relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées », in « Chronique de droit du tourisme », *LPA*, n° 36, 19 févr. 2019, p. 12-15
15. « L'obligation d'information sur les formalités administratives à accomplir en cas de

franchissement de frontières est une obligation précontractuelle », note ss. Cass. civ. 1ère, 27 mars 2019, n° 17-31.319, in « Chronique de droit du tourisme », LPA, n° 63, du 30 mars 2021, pp. 9-11

16. « Partir ou être indemnisé, il faut choisir », note ss. Cass. civ. 1ère, 14 nov. 2019, n° 18-21203, et Cass. civ. 1ère, 14 nov. 2019, n° 18-21204, in « Chronique de droit du tourisme », LPA, n° 63, du 30 mars 2021, p. 10-13
17. « Un important revirement concernant l'effet exonératoire de la faute de la victime en matière de transport ferroviaire », note ss. Cass. civ. 1ère, 11 déc. 2019, n° 18-13840, P+B+R+I, in « Chronique de droit du tourisme », LPA n° 63, du 30 mars 2021, pp. 13-16
18. « Le voyageur sans billet est encore un voyageur ferroviaire », note ss. CJUE, 5e ch., 7 novembre 2019, n° C-349/18, C-350/18 et C. 351/18, in « Chronique de droit du tourisme », LPA n° 63, du 30 mars 2021, pp. 16-17

m. Communications à des colloques publiées :

1. « Une réponse aux dysfonctionnements : la mise en jeu de la responsabilité des magistrats ? », contribution à un colloque intitulé « De la liberté à la prison », organisé les 9 et 10 octobre 2014 à Boulogne-sur-Mer par l'ULCO, éd. l'Harmattan, 2016, p. 217-232
2. « Le point de vue du droit commun : le contrat de travail, un contrat spécial ? », in « Le contrat de travail à durée déterminée, un contrat spécial », 6 novembre 2015, ULCO, éd. L'Harmattan, 2016, p. 25-53
3. « Intelligence artificielle et contrats, optimiser les potentialités de l'IA », in « L'intelligence artificielle dans l'entreprise », in *Cahiers droit de l'entreprise, mai-juin 2020*, pp. 22-25
4. « Le contrat et la crise sanitaire », in "L'entreprise et la crise sanitaire", actes d'un colloque organisé par le LARJ de l'ULCO, en collaboration avec SKEMA Business School le 22 janvier 2021, *Cahiers Droit de l'entreprise*, n° 5, sept. 2021, pp. 35-39
5. « La digitalisation de la relation contractuelle confrontée à la théorie générale et au droit spécial des contrats », in *La digitalisation des relations juridiques*, Actes d'un colloque organisé à Lille par le Laboratoire de recherche juridique (ULCO), en partenariat avec SKEMA Business School, 28 janvier 2022, Dalloz IP/IT, juin 2023, pp. 335-339
6. « Les difficultés inhérentes à la localisation des relations contractuelles digitalisées », in, *La localisation des relations juridiques*, Actes d'un colloque organisé à Lille par le Laboratoire de recherche juridique (ULCO), en partenariat avec SKEMA Business School, *Cahiers droit de l'entreprise*, mai-juin 2023, pp. 34-37
7. « Le maître d'usage », in *La contractualisation d'un projet immobilier dans l'économie de la fonctionnalité*, intervention réalisée le 23 mars 2024 lors d'un séminaire organisé dans le cadre de CONTRAVENIR, un projet financé par la Région Hauts-de-France, dont la version écrite sera publiée dans le rapport final, en cours de publication.

n. Communications à des colloques non publiés :

En langue française :

1. « Les manquements à la déontologie dans les professions juridiques et judiciaires – Point de vue du civiliste », communication à un colloque consacré aux manquements à la déontologie des professions juridiques et judiciaires, Faculté libre de Droit de Lille, 12 octobre 2012.
2. « Les origines de la réforme », Conférence donnée dans le cadre d'un cycle de conférences sur la réforme du droit des contrats, ULCO, 4 décembre 2015
3. « La validité de l'engagement », Conférence donnée dans le cadre d'un cycle de conférences sur la réforme du droit des contrats, ULCO, 4 mars 2016

4. « Les plateformes et le tourisme », *in Les plateformes, nouveaux acteurs, nouveaux enjeux*, actes d'un colloque organisé à l'Université Picardie Jules Vernes, 15 nov. 2019.
5. « La protection du e-touriste », communication au colloque international Tourisme, innovation et territoire, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 25 septembre 2019
6. « Propos conclusifs », *in Le référentiel environnemental*, demi-journée d'étude, organisée par les doctorants du Laboratoire de recherche juridique (ULCO), 8 décembre 2020.
7. « Plateformes d'intermédiation et obligation d'information » *in L'activité des plateformes de courtage en ligne*, intervention au cours d'un colloque organisé à l'ULCO en partenariat avec l'Université Picardie Jules Vernes, 18 juin 2021.
8. « Le contrat d'entreprise : quelles incidences dans le secteur de la promotion immobilière ? », *in Séminaire sur la réforme du droit des contrats spéciaux*, Lille, 13 octobre 2022
9. « Les sûretés réelles conférant un droit de priorité », *in La réforme du droit des sûretés – Le bilan un an après*, ULCO, en partenariat avec l'Ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, 1^{er} décembre 2022
10. « Le contrat d'entreprise : quelles incidences dans le secteur de la promotion immobilière ? », *in Séminaire sur la réforme du droit des contrats spéciaux*, Lille, 13 octobre 2022
11. « Les sûretés réelles conférant un droit de priorité », *in La réforme du droit des sûretés – Le bilan un an après*, ULCO, en partenariat avec l'Ordre des avocats du Barreau de Boulogne-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, 1^{er} décembre 2022
12. « Le maître d'usage, un acteur de l'économie de la fonctionnalité et des communs », Séminaire organisé dans le cadre de la Chaire Socio Economie des communs, Lille, réalisée dans le cadre du projet CONTRAVENIR, financé par la Région Hauts-de-France, 14 mars 2025.

En langue étrangère :

1. « El derecho francés de los contratos después de la reforma del 10 de febrero de 2016 », Conférence dispensée en espagnol devant une trentaine d'étudiants en fin de cycle, Universidad de Huelva, 26 et 27 avril 2018. à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus-enseignant obtenue pour développement des liens entre le Laboratoire de recherche juridique et les chercheurs de l'Université de Huelva.
2. - « Inteligencia artificial y contrato », Conférence en espagnol, Universidad de Huelva, 14-15 avril 2024
Conférence dispensée à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus-enseignant obtenue pour développement des liens entre le Laboratoire de recherche juridique et les chercheurs de l'Université de Huelva.
3. « Artificial intelligence and contract », Conférence en anglais, Universidad de Huelva, 14-15 avril 2024.
Conférence dispensée à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus-enseignant obtenue pour développement des liens entre le Laboratoire de recherche juridique et les chercheurs de l'Université de Huelva.
4. « El marco jurídico del uso de la IA »; conférence en espagnol, Universidad de Huelva, avril 2026
Conférence dispensée à l'occasion d'un voyage réalisé dans le cadre d'une bourse Erasmus enseignant obtenue pour le développement des liens entre le LARJ et les chercheurs de l'Université de Huelva.

5. “La inteligencia artificial en el sector turístico - marco jurídico”, conférence en espagnol, Universidad de Huelva, avril 2026.
6. Conférence dispensée à l’occasion d’un voyage réalisé auprès d’étudiants en tourisme dans le cadre d’une bourse Erasmus enseignant obtenue pour le développement des liens entre le LARJ et les chercheurs de l’Université de Huelva.

o. **Autres**

- « Introduction », rédigée en collaboration avec Marie Blanchard, in « Quelle place pour les professions réglementées dans la révolution numérique ? », in *Cahiers droit de l'entreprise* n° 3, mai-juin 2018, p. 19.
- « Introduction », in "L'entreprise et la crise sanitaire", actes d’un colloque organisé par le LARJ de l’ULCO, en collaboration avec SKEMA Business School le 22 janvier 2021, *Cahiers Droit de l'entreprise*, n° 5, sept. 2021, pp. 23.
- « Rapport conclusif » in « L’amiable aujourd’hui: éternel recommencement ou réelles avancées », colloque organisé par le LARJ de l’ULCO, en partenariat avec le Tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer le 29 mai 2026.